

Travailler jusqu'à 64 ans, c'est non ! Oui à une retraite digne pour toutes et tous.

Le gouvernement a annoncé le 10 janvier son projet de réforme des retraites. Depuis, nous sommes nombreu.se.s, travailleur.se.s ou habitant.e.s du 20ème arrondissement, à refuser l'injustice de cette réforme.

Reculer l'âge de la retraite à 64 ans et augmenter à 43 le nombre d'années de cotisations, c'est priver l'ensemble des travailleur.se.s du privé comme du public d'une retraite à taux plein, c'est encourager le recours aux assurances individuelles et aggraver la pauvreté et les inégalités sociales.

Comme les précédentes réformes, celle-ci va frapper d'abord les classes populaires, renforcer les inégalités entre les femmes et les hommes et la pauvreté chez les personnes âgées. Il n'y a pourtant aucun problème de financement. Il s'agit avant tout de briser l'idée même de solidarité et d'une meilleure répartition des richesses. Nous refusons d'être des stocks de main d'œuvre corvéables à merci. Défendre nos retraites c'est défendre notre santé, nos conditions de travail et notre bien être.

Pour s'informer, se rencontrer, s'organiser,
**l'Assemblée Générale interprofessionnelle
du 20^{ème} arrondissement appelle à une**

**Réunion publique
vendredi 27 janvier 2023
de 18h30 à 20h
Mairie du 20^{ème}, salle des fêtes**

Ce que prévoit la réforme :

- le recul de l'âge auquel on a le droit de partir à la retraite de 62 à 64 ans.
- l'augmentation du nombre d'années de cotisations nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein à 43 ans.

Il n'y a pas de problème de financement :

- le déficit est faible (10 milliards par an vers 2030).
- le vrai problème, ce sont les exonérations de cotisations sociales des entreprises (supérieures à 80 milliards par an).

Un monde du travail trop pénible !

- des salaires beaucoup trop bas pour la plupart des salarié.e.s.
- une précarité qui se généralise partout.
- un manque de personnel dans tous les secteurs.
- aucune mesure réelle pour régler les inégalités hommes-femmes.
- refus de régulariser les sans-papiers, ce qui les empêche de vivre, de travailler dignement et de cotiser pour la sécurité sociale.

Une réforme qui va renforcer les inégalités entre les femmes et les hommes :

19 % des femmes sont déjà contraintes de prendre leur retraite à 67 ans pour éviter une décote inévitable liée à leurs carrières souvent plus décousues que celles des hommes et à des salaires plus bas. Ce chiffre est de 10 % pour les hommes.

Une réforme contre les plus pauvres :

- baisse des pensions
- il y a 10 ans d'écart d'espérance de vie entre les plus pauvres et les plus riches.
- 28% des plus de 60 ans n'ont déjà plus ni d'emploi ni de retraite et ne perçoivent que le RSA ou une allocation handicapé ou invalidité.

Renforcer notre système de retraites suppose des mesures de progrès :

- augmentation des salaires.
- réduction du temps de travail.
- revenir à 37,5 années de cotisation pour une retraite complète.
- meilleure prise en compte de la pénibilité.
- fin des exonérations de cotisations sociales pour le patronat.
- égalité salariale entre les hommes et les femmes.
- régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers pour que leurs cotisations sociales soient versées à la Sécurité sociale.

La mobilisation du 19 janvier a été historique.

Nous pouvons faire reculer le gouvernement et gagner sur nos revendications !

Rejoignons toutes et tous la grève à partir du 31 janvier.